



MARCHE DE « PRESTATIONS INTELLECTUELLES »

« PRESTATIONS D'AUDIT, DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE EN ASSURANCES POUR L'EPF D'OCCITANIE »

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

*Accord-cadre à procédure adaptée passé en application des articles L. 2123-1
Et R.2123-1 1° du code de la commande publique*

Références : M 2020/15

SOMMAIRE

Article 1- Objet, nature et forme du marché	3
1.1- Objet du marché	3
1.2 Nature et forme du marché	4
Article 2 – Pièces constitutives du marché	4
Article 3 - Descriptif technique de la prestation	4
Article 4- Durée du marché et délais d'exécution.....	6
4.1 - Durée du marché	6
4.2- Délais d'exécution	6
Article 5 – Forme des prix et Modalités de règlement	7
5.1 - Délai de paiement	7
5.2 - Délai de paiement	7
5.3 - Intérêts moratoires	7
5.4 - Transmission des demandes de paiement	8
Article 6 - Pénalités.....	8
Article 7 - Attribution de compétence	8
Article 8 – Dérogation(s) au CCAG-PI	8

1.1- Objet du marché

Le présent marché a pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en matière d'assurances pour le compte de l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPF).

L'EPF, créé par décret n°2008-670 en date du 2 juillet 2008, modifié par décret n°2017-836 du 5 mai 2017, est un établissement public de l'État à caractère industriel et commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il est habilité à intervenir sur l'ensemble de la région Occitanie (à l'exception des périmètres des trois EPF locaux de Castres-Mazamet, Montauban et Toulouse). Il dispose de ressources propres liées à son activité (taxe spéciale d'équipement, cession des biens acquis, produits locatifs), et le cas échéant du produit des emprunts et de subventions.

Conformément aux dispositions de l'article L. 321-1 du code de l'urbanisme, l'EPF a pour mission de procéder à toutes les acquisitions foncières et opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement. Il peut aussi effectuer les études et travaux nécessaires à leur accomplissement et, le cas échéant, participer à leur financement. Ces missions peuvent être réalisées soit pour son compte ou celui de l'Etat et de ses établissements publics, soit pour celui des collectivités territoriales, de leurs groupements, ou de leurs établissements publics en application de conventions foncières passées avec eux.

Dans le cadre de son activité, l'EPF est ainsi amené à acquérir et à assurer le portage de biens bâtis de nature diverse (immeuble à usage d'habitation, friches industrielles...) pour le compte de ses partenaires publics. Ces biens intègrent, pour une durée définie par voie de convention, son portefeuille immobilier lequel comporte également les immeubles accueillant son siège social à Montpellier et son antenne Toulousaine.

L'ensemble des biens, dont l'EPF est propriétaire, locataire, détenteur ou gardien à quelque titre que ce soit, est couvert jusqu'au 31 décembre 2020 par un accord-cadre « d'assurances dommages aux biens » passé par la Plateforme Régionale des Achats de l'Etat et dont l'EPF bénéficie en qualité d'adhérent.

L'EPF dispose par ailleurs d'un marché d'assurances « responsabilité civile » et « flotte automobile » passés par ses propres services et arrivant à échéance le 31/12/2022.

Dans ce cadre, l'EPF souhaite se doter d'un assistant à maîtrise d'ouvrage ayant pour mission :

- d'assurer, dès la notification du présent marché, la préparation et le lancement d'une consultation en vue de la conclusion d'un marché public d'assurances « dommages aux biens » ;
- d'assurer, sur commande de l'EPF et au plus tard au cours du premier semestre 2022, la préparation et le lancement d'une consultation en vue du renouvellement du contrat d'assurances « responsabilité civile », et le cas échéant en vue de la passation d'un contrat de protection juridique si cette couverture est jugée opportune suivant l'analyse du prestataire. *La flotte automobile fera l'objet d'une adhésion à un marché UGAP conformément à la circulaire du 1er ministre n° 5928/SG du 20 avril 2017 relative à la gestion du parc automobile de l'Etat et de ses établissements publics, et ne sera traitée dans le cadre du présent marché en ce qui concerne la souscription du contrat que dans l'hypothèse où l'EPF ne pourrait pas adhérer au marché de l'UGAP;*
- d'apporter, à la demande de l'EPF et tout au long de l'exécution du présent marché, un avis d'expert, notamment en cas de majoration du montant des cotisations, de résiliation des marchés d'assurances de l'EPF ou de risques nouveaux.

1.2 Nature et forme du marché

Marché de prestations intellectuelles passé sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles R.2162-1 à 6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est passé sans indication d'un montant minimum et dans la limite d'un montant maximum de commande, tous postes confondus, **de 17 000 euros HT**, conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4 2° du code de la commande publique.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le présent marché est constitué des pièces suivantes :

- l'Acte d'Engagement ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières ;
- le CCAG prestations intellectuelles issu de l'arrêté du 16 septembre 2009 ;
- l'offre technique du candidat.

En cas de divergence entre deux ou plusieurs pièces particulières du marché, ce sont les indications de la pièce portant le numéro d'ordre le moins élevé qui ont priorité.

ARTICLE 3 - DESCRIPTIF TECHNIQUE DE LA PRESTATION

Le marché est décomposé en 3 postes :

- Poste 1 – Mission à prix forfaitaire portant sur la passation d'un marché d'assurances « dommages aux biens » ;
 - Poste 2 - Mission à prix forfaitaire – sur bons de commande - portant sur la passation d'un marché d'assurances « responsabilité civile » et le cas échéant en matière de protection juridique et de flotte automobile ;
 - Poste 3 - Mission de conseil et d'audit à prix unitaires sur bons de commandes que le pouvoir adjudicateur se réservera de commander en fonction de ses besoins.
- **Poste 1 – Mission d'assistance de l'EPF dans le cadre de la procédure de consultation en vue du renouvellement du marché d'assurances « dommages aux biens »**

La mission confiée au titulaire du marché est décomposée comme suit :

- **Phase 1 : Analyse du contrat en cours et évaluation des risques auxquels s'expose l'EPF**

Le titulaire du marché, sur la base des données et informations transmises par le service administratif et financier de l'EPF, notamment un état de sinistralité des 5 dernières années, analysera l'étendue des couvertures existantes, identifiera les risques non assurés ou insuffisamment assurés et la politique d'assurance de l'établissement.

Eu égard à la nature du portefeuille immobilier de l'EPF, et des risques encourus, le titulaire du marché proposera les adaptations nécessaires afin d'optimiser le niveau de couverture de l'établissement tout en maintenant un niveau de cotisation acceptable. Pour ce faire, l'EPF mettra à sa disposition la liste des biens à couvrir ainsi qu'une copie du marché en cours.

A titre indicatif, le stock immobilier de l'EPF se compose au 31/12/2019 de 165 biens représentant une superficie cumulée de 122 722 m².

A l'issue de cette phase, le titulaire du marché remettra à l'EPF son diagnostic et ses préconisations en vue de la relance du marché.

- **Phase 2 : Préparation et suivi de la consultation**

Dans le cadre de cette phase, et après un travail de « sourcing », le titulaire du marché procédera à la rédaction du dossier de consultation, lequel comprendra *a minima* :

- Un acte d'engagement et son annexe financière (Bordereau des prix unitaires) ;
- Un cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et un cahier des clauses techniques particulières (CCTP) exprimant les besoins de l'EPF ;
- Un règlement de la consultation précisant notamment le contenu des plis de réponse des candidats et les critères de notations des offres ;

Après validation du dossier par l'EPF, la publication de l'avis d'appel public à la concurrence ainsi que la mise en ligne du dossier de consultation seront réalisées par le pôle marchés publics de l'EPF. Le titulaire du marché sera néanmoins sollicité pour formuler les réponses aux questions posées par les candidats lors de la consultation. Toutes les questions et réponses transiteront par l'EPF qui fera son affaire de leur diffusion sur son profil acheteur.

- **Phase 3 : Analyse des plis et négociations des offres**

L'ouverture des plis sera assurée par le pôle marchés publics de l'EPF qui en transmettra une copie au titulaire du marché.

Après avoir vérifié la complétude des dossiers, le titulaire du marché formulera à l'EPF les éventuelles demandes de précision à adresser aux candidats dont le dossier de candidature se révélerait incomplet. Il procédera à l'analyse des offres conformément aux indications du règlement de la consultation. Le titulaire du marché présentera le rapport d'analyse et de classement des offres à la commission des marchés publics de l'établissement à laquelle il sera convié.

- **Phase 4 : Mise au point du marché et vérification de la note de couverture**

Le titulaire du marché assistera l'EPF dans la mise au point du contrat d'assurances et dans la mise en place effective des garanties qui y sont liées jusqu'à la signature de la note de couverte.

- **Réunions de travail**

L'exécution du poste 1 donnera lieu à :

- une réunion de travail au démarrage des prestations dans le cadre de la phase 1 ;
- une réunion dans le cadre de la phase 3.

Les réunions se tiendront au siège de l'EPF à Montpellier.

- **Poste 2 - Assistance de l'EPF en vue de la passation d'un marché d'assurances « responsabilité civile » et le cas échéant en matière de protection juridique et de flotte automobile – prestation sur bon de commande**

Si l'EPF ne peut assurer la couverture de son besoin par le biais des marchés publics passés par l'UGAP ou la PFRA, il procèdera au lancement d'une consultation autonome et sollicitera pour ce faire, au plus tard au cours du premier semestre 2022, le titulaire du marché sur la base d'un bon de commande.

Dans cette hypothèse, le poste s'exécutera dans les mêmes conditions que celles énumérées pour le poste 1 pour chacune de ses phases (phase 1 à 4).

- **Poste 3 - Assistance de l'EPF au cours de l'exécution du contrat (accord-cadre à bons de commande)- expertise de sujets particuliers (audits de risques nouveaux, suivi de dossiers sinistres majeurs etc)**

Cette mission consiste notamment en l'apport d'un avis technique en cas de litige avec un assureur ou toutes autres questions liées à l'exécution d'un contrat d'assurance (exemple : vérification de la validité d'une d'augmentation de primes ou demande de résiliation émanant de l'assureur) ou à la survenance de nouveaux risques.

Cette assistance couvre à la fois le périmètre du marché d'assurance qui est attribué dans le cadre du poste 1 mais également les contrats d'assurance de l'EPF en matière de responsabilité civile, flotte automobile, prévoyance et assurance complémentaire santé et, le cas échéant, en matière de protection juridique .

Cette mission donnera lieu à l'émission de bons de commande au fur et à mesure de la survenance des besoins.

ARTICLE 4- DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

4.1 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de deux ans. Postérieurement à cette période, le marché sera reconduit tacitement par période annuelle dans la limite d'une durée totale de 4 ans. Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, le titulaire en sera informé par décision du pouvoir adjudicateur notifiée en LRAR au plus tard 1 mois avant l'échéance du contrat.

4.2- Délais d'exécution

Pour les postes 1 et 2, les délais d'exécution inhérents à chaque phase sont les suivants :

- **Phase 1 : Analyse des risques et de la pertinence des contrats en cours**
 - Délai de remise du rapport de diagnostic et préconisations : **10 jours ouvrés** à compter de la réunion de démarrage ;
- **Phase 2 : Sourcing et préparation et suivi de la consultation**
 - Délai de remise du dossier de consultation : **15 jours ouvrés** à compter de l'approbation, sans réserve, par l'EPF du rapport inhérent à la phase 1 ;
 - Délai de transmission des réponses suites aux questions des candidats : **3 jours ouvrés** ;

- **Phase 3 : Analyse des plis**

Délai de remise du rapport d'analyse des candidatures et des offres : **10 jours ouvrés** à compter de la transmission des plis par l'EPF ;

- **Phase 4 : Mise au point des marchés et vérifications de la note de couverture**

- Délai de mise au point du marché : **5 jours ouvrés** après notification du choix du pouvoir adjudicateur ;
- Vérification de la note de couverture : **3 jours ouvrés** à compter de sa transmission par l'EPF.

Pour le poste 3, les délais d'exécution seront précisés dans chaque bon de commande.

ARTICLE 5 – FORME DES PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

5.1-Délai de paiement

Les prestations objet du marché, sont traitées :

- A prix forfaitaire pour les postes 1 et 2 ;
- A prix unitaire pour le poste 3.

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché, périodes de reconduction comprises.

5.2 - Délai de paiement

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de trente jours à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage des demandes de paiement

5.3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai, et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Les intérêts moratoires sont calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises, mais ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage conformément aux dispositions de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

L'attention du titulaire du marché est attirée sur les retards de paiement générés par son propre fait, notamment par carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché et / ou l'absence d'informations concernant ses coordonnées :

- Modification de la raison sociale ;
- Modification et / ou absence de domiciliation bancaire ou postale ;
- Retard dans le retour des documents transmis pour signature ...

5.4 - Transmission des demandes de paiement

Pour les postes 1 et 2, les factures seront transmises à l'EPF pour paiement au fur et à mesure de l'exécution de chacune des phases et attestation du service fait correspondant. Pour le poste 3, les factures sont présentées après exécution de l'intégralité des prestations commandées et attestation du service fait.

Les factures sont présentées conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 Code de la commande publique et transmises à l'EPF via le portail de facturation « Chorus Pro » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le non-respect des dispositions précisées ci-dessus entraînera le rejet pur et simple de la facture, avec obligation de réémission d'une nouvelle facture, entraînement la suspension du délai de paiement (articles R. 2192-27 et R.2192-28 du Code de la commande publique).

ARTICLE 6 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, le dépassement des délais d'exécution précisés à l'article 4.2 entraîne de plein droit et sans mise en demeure préalable, l'application d'une pénalité d'un montant de 250 € net par jour ouvré de retard.

ARTICLE 7 - ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, seul le tribunal administratif de Montpellier sera compétent.

ARTICLE 8 – DEROGATION(S) AU CCAG-PI

Les dérogations suivantes sont apportées aux documents généraux :

Articles CCP	Articles CCAG-PI
3. Documents Particuliers	4. 1 Pièces contractuelles
6. Pénalités de retard	14. 1 Pénalités pour retard